Solidaires DOUANES

Comité Technique Ministériel
& Comité Technique DGDDI
des 8 et 9 juillet 2019

Avenir DGDDI | *Communiqué*

Scénario du pire

ou pire des scénarios ?

La Direction Générale semble déplorer ce qu'elle résume par le mot « *catastrophisme* », tendance qu'elle nous prête, toutes organisations confondues. On peut d'ailleurs noter au passage cette convergence, qui est symptomatique en soi.

A) Des protagonistes égarés

1°) Une « haute » administration opaque

Un Directeur Général est là dans son rôle. Dans la tradition administrative française, les doutes et autres inquiétudes sont assez peu envisagés publiquement… Cependant, faire comme si de rien n'était quand de lourds nuages s'amoncellent, ne fait pas non plus très *moderne* et encore moins *transparent*, qualité qu'on pourrait souhaiter de la part de la puissance publique.

Pour ce qui nous concerne, on ne peut pas dire avec une certitude totale qu'on avance résolument vers le crash général à moyen terme.
Mais il y a bel et bien un risque d'explosion en vol de la structure actuelle, qui tendrait vers une Douane aux contours totalement redessinés.

2°) L'agent laissé à lui-même

Dans l'intervalle, l'agent est laissé dans l'expectative et on lui demande simplement de bien vouloir attendre patiemment qu'on daigne lui signifier à quelle sauce il va être mangé.
Et surtout de faire confiance à une hiérarchie supérieure qui ne pense qu'à son bien.

Certes, le fonctionnaire, comme tout un chacun, n'aime pas toujours le changement, source d'incertitude.
Mais, dans une certaine mesure, quand il met bout à bout les éléments qui se mettent en place, il s'y prépare dans la mesure du possible.
Ce n'est pas non plus de la flagornerie de dire qu'il mettra au-dessus de tout sa condition d'agent public, quelle que soit la structure à laquelle il appartient et à laquelle il est, le plus souvent, attaché.

Pour résumer, on serait presque tenté de dire de façon lapidaire que, **dans la très grande majorité des cas, l'agent fait sa part du contrat. Il essaie de s'adapter**.
Mais de l'autre côté ? Eh bien… rien ! On attend simplement le divin oracle politique. Fumée noire ? Fumée blanche ? Volute grise foncée? On ne sait pas.
En attendant, on vous prie de bien vouloir patienter. Et avec le sourire, s'il vous plaît !

3°) Des remontées du terrain non prises en compte

Mais ce sourire est largement perdu, chers « hauts » responsables ! Replongez-vous donc **dans l'observatoire social. Certes, il n'y a que 40 % de réponses. Mais ces dernières n'en sont pas moins éloquentes :**

- 60 % des agents ayant répondu ne sont pas optimistes sur leur avenir dans cette direction.
- 66 % des mêmes estiment que ladite direction n'évolue pas dans le bon sens.
- Et enfin, 76 % ne se sentent pas « acteurs du changement »…

C'est sûrement ces sal*peries de syndicats qui les dépriment sciemment.
Il est vrai que les agents sont trop stupides pour penser par eux-mêmes (…). Mais allons donc !

B) Un scénario incompréhensible

1°) L'entre-deux de Bercy : ayez confiance…

Histoire de nous mettre un peu de baume au cœur, un ponte de Bercy a bien voulu nous lâcher la phrase suivante, lors du dernier Comité Ministériel (instance - en principe - « politique ») : « *on ne sous-estime pas l'importance des changements qui s'annoncent*. ».
Trop aimable… Mais largement insuffisant.

Voilà peut-être ce qui est au fond le pire des scénarios, au moins dans la façon de faire. Ou de *défaire* plutôt, en l'occurrence… C'est cet entre-deux qui est assez détestable.
Il faut attendre les lois de finances nous dit-on, afin de respecter le Parlement et la mécanique générale des institutions. Belle hypocrisie… quand on sait que ces textes sont complètement d'inspiration gouvernementale et sont concoctés par Bercy.

2°) -10 000 postes en 3 ans dans le Ministère…

À ce jour, **les seules orientations fixées sont la suppression de 10 000 emplois en trois ans** sur les directions générales des Finances Publiques (DGFIP) et des douanes et droits indirects (DGDDI).
On n'a pas encore la répartition plus précise.

Mais, si on estime que **cette purge pourrait se répartir à 4/5 (DGFIP) 1/5 (DGDDI),** cela pourrait signifier, à titre « d'illustration » :

- qu'en une seule année, on pourrait supprimer pour la Douane, l'équivalent des renforts dans le cadre de la lutte anti-terrorisme
- ou que, pendant au moins 3 ans, on aura une cadence de suppression quasi double de ce qu'on a connu dans les pires années …

C'est en fait un bon gros « flinga-ge » à la sauce libérale. Ni plus, ni moins.

3°) …Alors que le dispositif fiscal actuel fonctionne, à peu de coûts pour le Citoyen

S'il ne s'agit pas d'être « propriétaire de ses missions », il s'agit quand même de s'interroger sur le sens de la transformation d'un dispositif efficient.
D'autre part, si on part du principe du changement, il faut en expliquer les enjeux et les conséquences :

- Pourquoi changer ? Quel est l'objectif politique poursuivi (puisqu'on a bien compris qu'il n'était pas administratif) ?
- En quoi va-t-il consister ? Transfert vers la DGFIP ?
- À quelle échéance ? Dans quel calendrier ?
- Quel choix pour les agents ? Suivre leur mission ? Demeurer en Douane ?
- Quelle garantie de rémunération ? Quelle évolution de carrière ?
- Quels (nouveaux) déplacements géographiques ?

Rappelons que **les agents impliqués en fiscalité douanière sont dans bien des cas des agents qui ont déjà subi une restructuration**.
Agents qui se sont investis sur des sujets techniquement complexes, à fort enjeu, avec la garantie d'un encadrement parfois ignorant, idiot, hypocrite et/ou malfaisant, qu'il s'agissait de secteurs pérennes dans le chaos déstructurant qui caractérise l'administration des douanes depuis trop d'années.

Pour conclure

Nous demandons instamment à notre ministre et à notre directeur général de respecter l'implication, l'engagement et la vie des agents des douanes qui assurent les rentrées fiscales, sans quoi il n'y aurait pas de services publics de proximité dont nos concitoyens ont rappelé la nécessité (ni de homards au menu des ministères).

Il convient que très rapidement, les projets soient rendus publics et couvrent la totalité des aspects de la vie administrative des agents concernés. C'est le respect auquel leur implication quotidienne dans le fonctionnement de l'État devrait leur donner droit.

Paris, le mardi 23 juillet 2019

Solidaires DOUANES
Syndicat SOLIDAIRES Douanes
web : http://solidaires-douanes.org/
Adresse : 93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS
@ : contact@solidaires-douanes.org **tél** : 01 73 73 12 50